

PREFET DES ARDENNES

PREFECTURE

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales

Bureau des Relations
avec les Collectivités Locales

ARRETE PREFECTORAL N° 2012 / 684
portant :

1° Déclaration d'Utilité Publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour des captages de la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières situés sur la commune d'AUBIGNY-LES-POTHÉES, « Source de la Fontaine Saint Martin » et « Source de La Grande Fontaine », identifiés par la Banque de Données du Sous-Sol comme suit : 00682X0027, 00682X0028 et 00682X0034,

2° Autorisation sanitaire de distribuer l'eau,

3° Cessibilité, au profit de la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières, des terrains nécessaires à cette opération.

Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.210-1, L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.214-8, L.215-13 ;

Vu le Code Rural et notamment l'article R.151-40 ;

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 et suivants et R.11-1 et suivants ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-16 et R123-23 ;

Vu la loi GRENELLE I du n° 2009-697 du 3 août 2009 ;

Vu le décret du 13 janvier 2011 nommant Monsieur Pierre N'GAHANE en qualité de Préfet des Ardennes ;

Vu l'Arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'Arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'Arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

Vu la lettre circulaire interministérielle du 26 mai 2009 relative à la mise en place des programmes de protection des aires d'alimentation des 500 captages "Grenelle", identifiant les sources de « La Grande Fontaine » et de la « Fontaine Saint-Martin » comme des captages à protéger en priorité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°489 du 12 novembre 1979 définissant le Règlement Sanitaire Départemental, modifié par l'arrêté n°85-199 du 28 février 1985 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/231 du 9 juillet 2009 relatif au 4ème programme d'actions contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-302 du 30 mai 2012 portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet d'extension des périmètres de protection des captages d'eau en vue de la consommation humaine (indices miniers 00682X0034 et 00682X0028) de la communauté d'agglomération de Charleville-Mézières et situés sur le territoire de la commune d'Aubigny-les-Pothées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012/483 du 14 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François de MANHEULLE, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;

Vu la délibération du 12 avril 2012 par laquelle le conseil communautaire sollicite l'ouverture d'une nouvelle procédure de déclaration d'utilité publique pour la dérivation des eaux souterraines en vue de la consommation humaine et l'extension des périmètres de protection existant autour des captages de la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières situés sur le territoire de la commune d'Aubigny les Pothées, identifiés 00682X0034 et 00682X0028 ;

Vu le rapport se concluant par un avis favorable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi le 17 Février 2004 ;

Vu l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 18 juin au 9 juillet 2012 ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 24 juillet 2012 ;

Vu le rapport de présentation rédigé par le Service Santé-Environnement de la Délégation Territoriale des Ardennes de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne en date du 21 septembre 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques des Ardennes en date du 4 octobre 2012 ;

Considérant que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de captage d'eau destinée à la consommation humaine est impérative ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sur les terrains situés dans les périmètres de protection sont nécessaires pour assurer la qualité de l'eau distribuée pour la consommation humaine ;

Considérant que la qualité de l'eau issue de ces ouvrages est conforme, selon le Code de la Santé Publique, aux normes fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

Considérant qu'à ce jour, cette ressource fournit quotidiennement et en moyenne 8 000 m³ sur les 17 000 m³ que représente la demande en eau des usagers de la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières, soit 47% du volume total, et que ces captages en représentent donc la première ressource ;

Considérant que ces captages participent, à l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine :

- Des communes adhérentes à la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières, à savoir : Aiglemont, Charleville-Mézières, Gespunsart, La Francheville, La Grandville, Montcy-Notre-Dame, Nouzonville, Prix-les-Mézières, Villers-Semeuse et Warcq ;
- De la commune d'Aubigny-les-Pothées ;
- D'autres collectivités, dont la distribution est assurée par l'utilisation d'autres ressources en mélange et partiellement par la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières, en l'occurrence les communes et collectivités adhérant au Syndicat des Eaux du Plateau de l'Ardenne (le SIAEP du Lac des Vieilles Forges, le SIAEP de la Rimogneuse, le SIAEP de l'Audry, les communes de Deville, Murtin-Bogny, Lonny, Renwez, Sécheval), le SIAEP du Nibay, le SIAEP de la Prézière, les communes de Chalandry-Elaire, Damouzy, Belval, Haudrecy, Les Ayvelles ;

Considérant que la population totale ainsi alimentée par ces ouvrages représente près d'un tiers de la population du département des Ardennes ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération de CHARLEVILLE-MEZIERES doit pouvoir assurer, dans des conditions satisfaisantes, les besoins en eau potable de la population et garantir la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine, prélevées dans les captages situés sur le territoire de la commune d'AUBIGNY-LES-POTHEES ;

Considérant le caractère prioritaire de certains captages et périmètre de protection de captages dont ceux d'AUBIGNY-LES-POTHEES, relevés dans la loi GRENELLE I n°2009-697 du 3 août 2009 ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne,

ARRÊTE

Chapitre 1: Autorisation sanitaire de distribuer de l'eau

ARTICLE 1 – Autorisation de prélèvement :

La Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières est autorisée à dériver et à utiliser une partie des eaux souterraines recueillies dans les captages situés sur la commune d'Aubigny-les-Pothées, en vue de la consommation humaine. Le débit dérivé maximal est de 15 300 m³/j.

Les points de prélèvement d'eaux souterraines, déclarés d'utilité publique, sont repérés, sur la commune d'Aubigny-les-Pothées par :

- ◆ Leur indice minier national : 00682X0027 (« Fontaine Saint-Martin ») ; 00682X0028 (« Grande Fontaine ») et 00682X0034 (Cabine de rassemblement) ;
- ◆ Leurs coordonnées respectives en Lambert 93 :

☞ X = 802346 m	X = 802127 m
☞ Y = 6964574 m	Y = 6964502 m
☞ Z = 190	Z = 190 m
- ◆ leurs coordonnées cadastrales respectives:
 - Pour la Fontaine Saint-Martin et la cabine de rassemblement : section C3 parcelles n° 342, 344, 351, 352, 561, 562, 563, 564 ;
 - Pour la Grande Fontaine : section C2 parcelle n°102, section C3 parcelles n° 355, 356, 561 et 565 ;

ARTICLE 2 – Traitement :

La Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières est autorisée à utiliser les installations de traitement des eaux des sources de « la Fontaine Saint Martin » et de « la grande Fontaine ». Ces installations, situées à Aubigny-les-Pothées et à Warcq, mettent en œuvre les filières de suivantes :

- ◆ Pour la station de traitement desservant la commune d'Aubigny-les-Pothées :
 - Chloration à l'hypochlorite de sodium.
- ◆ Pour la station de traitement de Warcq desservant la communauté d'agglomération de Charleville-Mézières :
 - Désinfection aux Ultra-Violets ;
 - Chloration au bioxyde de chlore. (Les eaux subissant cette chloration proviennent du mélange des eaux des sources de « la Fontaine Saint Martin » et de « la grande Fontaine » en mélange avec les eaux de source de « Neparcy »).

ARTICLE 3 – Qualité des eaux :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ Surveiller la qualité à la ressource, au point de mise en distribution et sur le réseau de distribution ;
- ◆ Se soumettre au contrôle sanitaire ; celui-ci est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique. L'ARS pourra moduler cette fréquence à la hausse, au vu des résultats d'analyses.
- ◆ Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- ◆ N'employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.
- ◆ Toute modification de l'installation devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale.

Chapitre 2 : Déclaration d'utilité publique

ARTICLE 4 – Déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines et des périmètres de protection

Sont déclarés d'utilité publique :

- ◆ La dérivation des eaux souterraines et l'établissement des périmètres de protection immédiate, et rapprochée autour des captages d'eau potable de la communauté d'agglomération de Charleville-Mézières, référencés à la Banque de Données du Sous-Sol (BSS) : 00682X0034 et 00682X0028, situés sur le territoire de la commune d'Aubigny-les-Pothées, section C3 parcelles 344-342-564-351-352-562-563-561 pp et parcelles section C2 n°102 et C3 -355-565-356-561pp, réalisés par la Communauté d'agglomération de Charleville-Mézières;
- ◆ L'imposition des servitudes en ce qui concerne le périmètre de protection rapprochée, tels qu'ils figurent dans les plans et états parcellaires annexés à cet arrêté.

ARTICLE 5 – Définition des Périmètres de protection:

En application de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, deux périmètres de protection sont instaurés autour du captage.

Les périmètres de protections immédiate et rapprochée recouvrent les parcellaires dont les références cadastrales sont précisées à l'annexe 1 (tableau parcellaire) du présent arrêté.

ARTICLE 6 – Servitudes et mesures de protection :

I - Périmètre de protection immédiate :

Il est constitué des parcelles mentionnées à l'annexe 1 (tableau parcellaire) et figuré à l'annexe 2 (plan parcellaire) du présent arrêté, situées sur le territoire de la commune d'Aubigny-les-Pothées.

Ce terrain est maintenu clôturé et muni d'un portail fermant à clé.

A l'intérieur de ce périmètre, sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

L'entretien à l'intérieur de ce périmètre est fait uniquement avec des procédés mécaniques sans aucun apport de produit chimique, toxique ou dangereux.

II - Périmètre de protection rapprochée :

A - Activités interdites :

- ✓ Les forages ou captages d'eau ainsi que les sondages de toute nature supérieurs à 1 m, à l'exception du remplacement des captages existants ou d'une recherche en eau de substitution.
- ✓ L'ouverture et l'exploitation de carrière.
- ✓ Les plans d'eau de toutes tailles.
- ✓ Les stockages et dépôts de toute nature, y compris :
 - dépôt d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
 - stockage de produits chimiques et déchets solides,
 - stockage d'hydrocarbures et liquides inflammables,
 - stockage de produits destinés aux cultures (engrais, produits phytosanitaires, purin et lisier)
 - stockage d'effluents industriels,
 - stockage d'effluents domestiques collectifs,
 - station d'épuration et lagunage,
 - bassin de décantation d'effluents industriels ou urbains.
- ✓ L'implantation de canalisations pour le transport d'hydrocarbures et produits chimiques liquides.
- ✓ Les rejets liquides de toute nature (eaux usées domestiques, eaux usées industrielles, effluents agricoles, installations autonomes de traitement d'eaux usées, bassin d'infiltration d'eaux pluviales et infiltration des eaux de ruissellement issue d'une voirie).
- ✓ Les constructions y compris :
 - Habitation avec assainissement autonome
 - Camping, caravanning et annexes
 - Cimetière
 - Activité artisanale et industrielle
 - Bâtiment d'élevage et d'engraissement
 - Silos produisant des jus de fermentation
- ✓ Les activités agricoles telles que :
 - Drainage agricole, maraîchage, serres et pépinières, grandes cultures et le retournement de prairies.
 - Epandage de lisiers, de boues de station d'épuration, d'amendements, d'engrais chimiques.
 - L'implantation d'aires de promenades destinées aux animaux (type carrière pour les chevaux), d'installation mobile de traite et d'abris.
 - Le traitement du bois stocké, notamment l'utilisation de produits de conservation des bois coupés.

B – Activités réglementées :

Travaux souterrains

L'ouverture d'excavations de plus de 1 mètre de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.

Le remblayage d'excavations de plus de 2 mètres de profondeur sera réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes.

Canalisations pour les eaux usées domestiques collectives et eaux usées industrielles

Toutes les canalisations, y compris les collecteurs d'eaux pluviales, seront étanches. Les procès verbaux d'étanchéité seront réalisés avant mise en service des conduites. Les canalisations feront l'objet par l'exploitant d'un contrôle annuel.

Des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon de canalisation traversant le périmètre de protection.

Une inspection vidéo de la canalisation sera effectuée tous les 5 ans.

Constructions

Les constructions produisant des eaux usées raccordables à un réseau public d'assainissement feront l'objet d'un procès verbal d'essai d'étanchéité dressé avant la mise en service des canalisations. Celles-ci feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant.

Travaux de voiries

Les travaux de voiries sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement.

L'entretien des accotements de la route se fera sans usage d'herbicides.

Epandage de produits phytosanitaires à usage agricole

L'utilisation de produits herbicides à vie longue et insecticides de sol est interdite.

Toute apparition sous forme de traces de produits phytosanitaires entraînera immédiatement une surveillance renforcée à la fréquence des contrôles effectués par l'ARS dans le cadre du contrôle sanitaire.

Pacage des animaux

Le pacage des animaux est autorisé sans apport d'alimentation complémentaire.

L'installation d'abreuvoirs : ils devront être éloignés au maximum en aval des captages.

Les prairies permanentes

Les prairies permanentes existantes ne seront pas retournées.

Un état des lieux sera fait dès l'entrée en application de l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique l'établissement des présents périmètres de protection.

Activités forestières et cynégétiques

Pour des surfaces supérieures à 1 ha, un plan de gestion sylvicole prévoyant les coupes et travaux (voirie, préparation du sol, plantations, traitement et aires de dépôts) sera soumis à l'approbation de la D.D.T.

Ce plan prendra en compte l'incidence d'un découvert brutal du sol (risque de minéralisation de l'humus) sur la qualité des eaux.

Seules les coupes prévues à ce plan approuvé pourront être effectuées. Elles devront être suivies des travaux de reconstitution prévus au plan.

Les coupes rases sur plus de 1 ha seront soumises à autorisation auprès de l'autorité compétente.

L'utilisation des insecticides sera possible sous réserve de l'accord du correspondant « département Santé des Forêts » du département.

Les aires de débordage seront implantées à plus de 200 mètres des captages.
Les mangeoires pour le gibier seront implantées à plus de 200 mètres de captages.

Eaux superficielles

Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation de référence, à la date de signature de l'arrêté, fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Service Santé-Environnement de l'Agence Régionale de Santé, qui consultera si besoin le service chargé de la Police de l'Eau à la Direction Départementale des Territoires.

Les travaux visés concernent en particulier les fossés, les haies, les talus, la conversion en cultures de surfaces en herbes, l'imperméabilisation des sols, les drainages de terres agricoles.

ARTICLE 7 – Mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté :

7.1 ACQUISITION DES PARCELLES DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Les parcelles du périmètre de protection immédiate seront acquises en pleine propriété par la communauté d'agglomération de Charleville-Mézières, par voie amiable ou par voie d'expropriation.

7.2 TRAVAUX PRESCRITS PAR L'HYDROGEOLOGUE

- Du fait de la vulnérabilité des captages vis-à-vis des deux voiries traversant les périmètres de protection, à savoir le chemin rural passant entre les captages et la route dominant les captages à l'Est, elles feront l'objet de déviations.
- Enfin, l'entretien des ouvrages comprendra une coupe des arbres situés à moins de 5 mètres des drains.
- Le Périmètre de Protection Immédiate devra être clôturé

La déviation des voies traversant le Périmètre de Protection Immédiate devra être réalisée dans **un délai maximal de cinq ans**.

Pour les autres travaux prescrits, le délai de réalisation sera de **un an**.

Chapitre 3 : Cessibilité

ARTICLE 8 - Cessibilité :

Sont déclarées cessibles, au profit de la communauté d'agglomération de Charleville-Mézières, les parcelles nécessaires à l'institution du périmètre de protection immédiate, désignées à l'état parcellaire ci-annexé.

Selon les dispositions de l'article L. 11-8 du code de l'expropriation, la parcelle section C2 n°102 est transférées en gestion au bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique, à savoir la communauté d'agglomération de Charleville-Mézières.

Chapitre 4 : Dispositions générales

ARTICLE 9 - Application du présent arrêté :

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à sa date de notification et de publication et remplaceront les dispositions réglementaires édictées dans l'arrêté préfectoral n°86-284 du 13 Juin 1986 pour les articles concernés.

ARTICLE 10 - Informations des tiers - Publicité Déclaration :

1°) En application de l'article R.214-37 du code de l'environnement, et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera :

- ◆ Notifié par les soins et à la charge de la Présidente de la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières à chaque propriétaire des terrains inclus dans les périmètres de protection afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
- ◆ Inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes ;
- ◆ Mis à la disposition du public sur le site Internet de la préfecture des Ardennes pendant 6 mois ;
- ◆ Affiché à la mairie d'Aubigny-les-Pothées, pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis au Préfet de département ;
- ◆ Affiché pendant une durée minimale d'un mois à compter de sa date de publication, au siège de la Communauté d'Agglomération de CHARLEVILLE-MEZIERES;

2°) En application de l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme :

- ◆ Les servitudes du présent arrêté seront à intégrer dans la carte communale d'Aubigny-les-Pothées, dans un délai de trois mois.

ARTICLE 11 – Sanctions :

Sera puni des peines prévues au chapitre IV du titre II du livre III du code de la santé publique, le fait pour toute personne responsable d'une production ou d'une distribution d'eau au public, en vue de l'alimentation humaine sous quelque forme que ce soit, qu'il s'agisse de réseaux publics ou de réseaux intérieurs, ainsi que toute personne privée responsable d'une distribution privée autorisée en application de l'article L.1321-7 du code de la santé publique, de ne pas se conformer aux chapitres I et II du présent arrêté.

Seront punies de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe, les infractions prévues aux articles R.214 du code de l'environnement.

ARTICLE 12 – Voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Ardennes ou d'un recours hiérarchique auprès des ministres de la santé et de l'écologie, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25, Rue Lycée 51000 Châlons en Champagne), dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Conformément à l'article L. 214-10 du code de l'environnement susvisé, les prescriptions fixées au chapitre III sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- ◆ Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- ◆ Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'arrêté.

Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – Transmission et copie :

Une copie du présent arrêté est adressée au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne, au Directeur de l'Agence Régionale de Santé Champagne-Ardenne, au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières, au Directeur Départemental des Territoires, au Président du Conseil Général des Ardennes, au Président de la Chambre d'Agriculture des Ardennes, au Coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique, au Maire d'Aubigny-les-Pothées, à la Présidente de la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières, au Commandant du groupement de Gendarmerie des Ardennes.

ARTICLE 13 – Exécution :

M. le Secrétaire Général de la préfecture des Ardennes, M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de CHAMPAGNE-ARDENNE, Mme la Déléguée Territoriale Départementale des Ardennes de l'Agence Régionale de Santé, M. le Directeur Départemental des Territoires des Ardennes, M. le maire de la commune d'Aubigny les Pothées, Mme la Présidente de la Communauté d'Agglomération de Charleville Mézières, Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Charleville-Mézières, le

16 NOV. 2012

Le Préfet,

Pierre N'GABANE

**Liste des annexes :**

- annexe I : Tableau parcellaire du périmètre de protection immédiate et du périmètre de protection rapprochée.
- annexe II : Plan parcellaire du périmètre de protection immédiate et du périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : Plan de situation des périmètres de protection.